



UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté complémentaire n° 12-2025-03-26-00002 du 26 mars 2025

relatif à l'actualisation du classement et des prescriptions de fonctionnement
de l'unité de traitement de piles et de batteries usagées
exploitée par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM)
située avenue Jean Jaurès sur la commune de Viviez

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 nommant Mme Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD, préfète de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du 28 août 2023 nommant Mme Véronique ORTET, secrétaire générale ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Mme Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié autorisant la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à poursuivre l'exploitation de son unité de production de cadmium-nickel à partir de déchets et de ses installations d'hydrométallurgie sur son site de Viviez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-2024-07-16-00002 du 16 juillet 2024 relatif à l'actualisation du classement et des prescriptions de fonctionnement de l'unité de traitement de piles et de batteries usagées exploitée par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) située avenue Jean Jaurès sur la commune de Viviez ;
- Vu** le courrier en date du 30 septembre 2024 transmis par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) par lequel elle notifie l'arrêt définitif des activités de la ligne hydrozinc implantée au sein de son établissement situé à Viviez ;

- Vu** le rapport et les propositions en date du 18 février 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 18 février 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les observations formulées par l'exploitant dans son courrier en date du 3 mars 2025, notamment en ce qui concerne une demande de mise à jour du tableau récapitulatif des déchets générés ;

Considérant que la cessation définitive des activités de la ligne hydrozinc constitue une modification notable non substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 février 2025, il a été constaté l'arrêt des activités visées aux rubriques 3510 et 3550 ainsi que la baisse des volumes associés aux rubriques 4441,4510 et 2718 ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le classement des activités exercées et les prescriptions imposées à la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que les activités de broyage des matières plastiques ne relèvent plus de la rubrique 2661.2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement depuis la demande d'autorisation environnementale déposée le 29 juillet 2021 et qu'il convient dès lors d'annuler les dispositions réglementaires figurant à l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,

- A R R Ê T E -

Article 1^{er} - Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) pour son établissement situé avenue Jean Jaurès sur le territoire de la commune de Viviez sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 : Nature des installations

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) suivantes :

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
3250.2.c	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : 2. Plomb et cadmium c) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, et exploitation de fonderie, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour	Capacité de traitement : 15 t/j	Unité de distillation de déchets de batteries NiCd après thermolyse en vue de la production de billettes de cadmium métal et d'alliages ferro-nickel	A (IED : rubrique principale)
		Capacité de traitement : 9 t/j	Unité de raffinage des billettes de cadmium obtenues après distillation en vue de la production de billettes de cadmium pur	
		Capacité de traitement : 3 t/j	Unité de fusion des billettes de cadmium pur obtenues après raffinage en vue de la production de lingots de cadmium pur	
		Capacité totale de traitement : 27 t/j		
3420.e	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	Capacité de traitement : 5 t/j 1 825 t/an soit 365 jours travaillés par an	Unité hydrométallurgie (Hydrobat) Extraction de métal à partir de la masse active	A
3520.b	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	Capacité de traitement de l'unité de thermolyse : 22 t/j (2 fours équipés respectivement de 2 unités de chauffe de 5,5 t/j)	Traitement de déchets dangereux par thermolyse (piles et accumulateurs Li-Ion)	A
4130.2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides a. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	40 tonnes	Unité hydrométallurgie : Acide nitrique dont la concentration est comprise entre 26,5 % et 70 %	A
4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	400 tonnes (stockage en zones 30 et 70a)	Masse active : mélange de nickel, cobalt, manganèse, zinc, lithium et terres rares	A ^(SSH)
		70 tonnes	Produits présents dans les réacteurs Hydrobat de l'unité d'hydrométallurgie	
		Quantité totale : 470 tonnes		
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	150 tonnes	Matières, piles, accumulateurs issus des opérations de tri et ne pouvant être valorisés en interne (plomb, Li primaire, mercure, etc.) Stockage en containers en zone 10a	A
		3200 tonnes ⁽¹⁾	Stockage de batteries, piles accumulateurs Li-ion dans des cellules disposant de surfaces réelles de stockage de 36,4 m ² en zone 10a et de 74,8 m ² en zone 10b	
		1700 tonnes ^{(1) + (2)}	Stockage de batteries, piles et accumulateurs NiCd dans des cellules d'une surface réelle de stockage de 74,8 m ² en zone 10b	
		600 tonnes ^{(1) + (2)}	Stockage de batteries, piles et accumulateurs NiCd en zone 10c	
		Quantité totale : 3950 tonnes		

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Capacité de traitement sur l'unité de distillation : 15 t/j	Traitement de déchets dangereux par distillation et raffinage (piles et accumulateurs NiCd)	A
		Capacité de traitement sur l'unité de raffinage : 9 t/j		
		Capacité de traitement de l'unité de thermolyse : 22 t/j (2 fours équipés respectivement de 2 unités de chauffe de 5,5 t/j)	Traitement de déchets dangereux par thermolyse (piles et accumulateurs Li-Ion)	
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	Capacité de traitement de l'unité de thermolyse : 22 t/j (2 fours équipés respectivement de 2 unités de chauffe de 5,5 t/j)	Traitement de déchets non dangereux par thermolyse (piles et accumulateurs NiMH et autres déchets admissibles)	A
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Activité : 8 t/j	Démontage des batteries, piles, accumulateurs (NiCd)	A
		Activité : 25 t/j	Démontage des batteries, piles, accumulateurs (Li-ion)	
		Activité : 25 t/j	Broyage des piles, accumulateurs Li-ion en sortie de thermolyse	
		Activité totale 58 t/j		
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2711, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité de traitement : 7,2 t/j	Unité de valorisation des piles et accumulateurs : Broyage des matières plastiques	A
		Activité : 25 t/j	Démontage des batteries, piles, accumulateurs (NiMH)	
		Activité : 10 t/j	Diagnostic de batteries	
		Activité totale 42,2 t/j		
2713.1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²	1 342,4 m² (1)	Stockage de batteries, piles, accumulateurs NiMH dans : - 16 cellules d'une surface réelle de stockage de 74,8 m² situées en zone 10b ; - 4 cellules d'une surface réelle de stockage de 36,4 m² situées en zone 10a	E
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, ..., à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW	Puissance globale de 2,9 MW	Groupe électrogène n° GE1 : 2,1 MW Groupe électrogène n° GE2 : 0,8 MW	DC

Rubrique	Installations et activités concernée	Capacité maximale autorisée	Nature de l'installation Désignation activité	Régime (*)
4120.1.b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.	Quantité totale susceptible d'être présente : 25 t	Unité de traitement de l'air : matière contenant du cadmium (oxyde de cadmium ou cadmium sous forme pulvérulente)	D

^{*)} A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

⁽¹⁾ La quantité maximale cumulée de batteries, piles et accumulateurs NiCd, Li-Ion et NiMH stockée sur l'ensemble du site (zones 10a, 10b et 10c) ne dépasse pas 3800 tonnes.

⁽²⁾ La quantité maximale cumulée de batteries, piles et accumulateurs NiCd stockée en zones 10b et 10c ne dépasse pas 1700 tonnes, conformément aux engagements mentionnés dans le courrier de la société SNAM en date du 17 février 2023.

Article 3 : Consistance des installations

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes repris sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté, est organisé de la façon suivante :

- une unité de traitement des batteries NiCd comprenant les opérations de démontage, de distillation, de raffinage et de fusion (référéncée 40) ;
- une unité de traitement des batteries Li-Ion et NiMH par thermolyse composée de 2 fours équipés respectivement de 2 unités de chauffe, 2 chambres de post-combustion et 8 hottes de refroidissement (référéncée 20) ;
- une unité de démontage manuel de batteries Li-ion et NiMH (référéncée 10a) ;
- une unité de criblage et de préparation avant thermolyse des batteries Li-Ion et NiMH (référéncée 50) ;
- une unité de traitement hydrométallurgie comprenant l'atelier Hydrobat ainsi que les stockages associés (référéncée 70a/70b) ;
- une unité de préparation de la « masse active » comprenant les opérations de séparation et de broyage post thermolyse (référéncée 30) ;
- une unité de traitement de l'air (référéncée C) ;
- une zone de stockage de conditionnements vides et de conteneurs de piles en mélange (référéncée 10a) ;
- une zone de stockage de batteries Li-Ion ou NiMH constituée de 4 cellules de 52,8 m² disposant d'une surface réelle de stockage de 36,4 m² (référéncée 10a) ;
- une zone de stockage de batteries NiCd, Li-Ion ou NiMH constituée de 16 cellules de 84 m² disposant d'une surface réelle de stockage de 74,8 m² (référéncée 10b) ;
- une zone de stockage de batteries NiCd au sein d'un bâtiment (référéncée 10c) ;
- des bâtiments administratifs et un laboratoire (référéncés 80) ;
- des locaux abritant les groupes électrogènes et les compresseurs (référéncés B) ;
- un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume de 1 400 m³ (référéncé A).

Article 4 : Organisation des stockages

Les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les produits, déchets et matières premières liés aux activités énumérées à l'article 1.2 du présent arrêté sont stockés dans les conditions définies ci-après :

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Rétention
Zone référencée 10a	Piles en mélanges (plomb, Li primaire, mercure, etc.)	150 tonnes	-
Zone référencée 10b	Batteries, piles et accumulateurs Li-ion et NiMH	3200 tonnes	-
	Batteries, piles et accumulateurs NiCd	1700 tonnes ⁽¹⁾	
Zone référencée 10c	Batteries NiCd	600 tonnes ⁽¹⁾	-
Zone référencée 30	Masse active	300 tonnes	-
Zone référencée 70a		100 tonnes	
Zone référencée 70a	Acide nitrique	40 tonnes	Oui
	Hydroxyde de nickel	20 tonnes	
Unité de traitement de l'air Zone référencée C	Matière contenant du cadmium (oxyde de cadmium ou cadmium sous forme pulvérulente)	25 tonnes	-

⁽¹⁾ La quantité maximale de batteries, piles et accumulateurs Ni-Cd stockée en zones 10b et 10c ne dépasse pas 1700 tonnes, conformément aux engagements mentionnés dans le courrier de la société SNAM en date du 17 février 2023.

Article 5 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements/pollutions accidentels

Les dispositions de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant dispose :

- de rétentions individuelles sous les stockages en GRV de peroxyde d'hydrogène (H₂O₂), de soude (NaOH) et d'ammonique (NH₄OH) ;
- d'une rétention de 20 m³ dédiée aux réacteurs « Hydrobat ».

I. Dispositions spécifiques aux réservoirs

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Ils sont équipés de manière à pouvoir vérifier et surveiller leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

II. Dispositions spécifiques au bassin de confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par un bassin de confinement d'un volume disponible en permanence d'au minimum 1 400 m³ interne à l'installation. Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 6 : Prévention et gestion des déchets

Les dispositions des articles 6.2 à 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code déchet	Nature des déchets
Déchets non dangereux	10 08 99	Inox
	10 09 03	Crasse de ferraille
	15 01 03	Palettes bois réutilisables
	15 01 04	Fûts métalliques réutilisables
	10 08 14	Pochettes brûlées (pochettes négatives après distillation)
	19 12 03	Connecteurs et câbles en cuivre et/ou aluminium
	19 12 02	Ferraille
	19 12 12	DIB en mélange et têtes de batteries
	19 12 04	Plastiques valorisables
	19 10 01	LiFe
Déchets dangereux	13 02 06*	Huiles usagées
	16 01 14*	Liquide de refroidissement usagé
	16 06 01*	Batteries au plomb
	16 06 03*	Piles mercure
	15 02 02*	Filtres d'aspiration souillés
	16 10 01*	Eaux de lavage hydrométallurgie
	16 10 03*	Concentrat d'évapoconcentration
	16 11 03*	Fibres réfractaires en mélange
	19 01 07*	Poussières d'aspiration thermolyse
	19 03 04*	Crasses de fusion du cadmium
	19 12 11*	Résidus de démontage souillés

6.3 - Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

- Batteries industrielles au plomb : 10 tonnes
- Piles au mercure : 3 tonnes
- Têtes de batteries issues des opérations de démontage de batteries industrielles : 15 tonnes
- Résidus de démontage souillés issues des opérations de démontage de batteries industrielles : 7 tonnes
- Résidus de poussières d'aspiration issus des opérations de thermolyse : 20 tonnes
- Résidus de traitement du cadmium : 20 tonnes
- Boues de filtration issues des opérations d'hydrométallurgie : 10 tonnes.

6.4 - Gestion des déchets reçus par l'installation

6.4.1 - Conception des installations

Les modalités d'acceptation des déchets au sein des installations doivent permettre d'éviter tout départ de feu.

6.4.2 - Description des déchets entrants

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- batteries et accumulateurs NiCd, NiMH et Li-Ion ;
- déchets de production de batteries NiCd, NiMH et Li-Ion ;
- déchets contenant des métaux lourds.

Article 7 : Hydrométallurgie

Les dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

7.4.1 - Implantation

L'unité hydrométallurgie est implantée sur la parcelle cadastrale n° 418. Elle est constituée :

- d'un bâtiment hydrométallurgie numéroté 70a sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté. Celui-ci se situe à plus de 13 mètres des limites de propriété ;
- d'une aire de stockage extérieure sous auvent, numérotée 70b sur le plan figurant en annexe 1 du présent arrêté, faisant office de capacité de rétention d'un volume de 65 m³.

Le bâtiment hydrométallurgie regroupe :

- une ligne d'extraction du cobalt, du nickel et du manganèse de la masse active issue du traitement amont des piles/batteries Lithium-ion, appelée Hydrobat. Elle est composée de 4 réacteurs d'un volume unitaire de 1 m³ (R11, R12, R13 et R14) et d'un 1 filtre-presse (FP11) ;
- une unité de traitement de l'air (UTA 12) composée d'un groupe moto-ventilateur, d'une colonne de lavage des gaz permettant l'introduction d'hydroxyde de sodium et d'un conduit de cheminée (E).

Les réacteurs R11 à R14 sont placés sur rétention.

7.4.2 - Conditions générales de fonctionnement

Toutes dispositions sont prises en vue d'empêcher tout emballement réactionnel non maîtrisé. Les réacteurs sont équipés de dispositifs (disque de rupture ou soupape) permettant d'éviter leur endommagement en cas d'élévation anormale de la pression. L'exploitant est alerté de toute perte de confinement liée à l'ouverture d'une soupape ou d'un disque de rupture entraînant un rejet important de substance dangereuse dans l'environnement.

Les systèmes de maintien en température disposent de sécurité et d'asservissements permettant d'éviter toute dérive anormale de la température en dehors des plages de variation autorisées.

Les dispositifs d'introduction de produits dans les réacteurs sont équipés de capteurs et de sécurités permettant de stopper leur transfert en cas de dérive anormale de la réaction.

En cas de défaut d'alimentation électrique ou d'utilités, les équipements adoptent des positions de repli définies au niveau du système de contrôle commande permettant une mise en sécurité de l'installation par fermeture ou ouverture selon le cas des vannes automatiques, vannes tout ou rien et électrovannes.

Les réacteurs R11 à R14 sont reliés à l'unité de traitement de l'air (UTA 12). Le fonctionnement des réacteurs, en phase pilote ou à pleine charge, est interdit en cas de non-raccordement, d'arrêt ou de dysfonctionnement de l'unité de traitement de l'air.

Les opérations d'hydrométallurgie sont réalisées sous la surveillance permanente d'un opérateur formé. Elles font l'objet de procédures écrites.

7.4.3 - Équipements de sécurité

Le réacteur R14 où est introduit le peroxyde d'hydrogène est équipé d'un agitateur permettant d'assurer un mélange homogène dans le réacteur. Tout dysfonctionnement de celui-ci fait l'objet d'une alarme et de consignes visant à minimiser le risque de décomposition du peroxyde.

Le réacteur R14 est équipé d'un dispositif de surveillance de la température et du pH indépendant des sondes de régulation. Ce dispositif de sécurité commande automatiquement :

- le sur dépassement d'un seuil de température haute, le déclenchement d'une alarme et l'arrêt de l'alimentation du réacteur ;
- le sur dépassement d'un seuil de pH bas, l'interdiction d'introduction de peroxyde d'hydrogène.

Article 8 : Dispositions particulières applicables aux activités de broyage des matières plastiques (transformation de polymères)

Les dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral n° 12-2023-12-12-00002 du 12 décembre 2023 modifié susvisé sont annulées.

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 10 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Viviez pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 11 : Exécutions

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié à la société nouvelle d'affinage des métaux (SNAM) à Viviez. Une copie sera adressée au maire de Viviez.

Fait à Rodez, le 26 MARS 2025

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Véronique ORTET

5 P. MAR 2002